

Lapalissade de la loi immigration : les clandestins ne pourront pas travailler au grand jour...

écrit par Maxime | 14 février 2024





Elle est bien bonne celle-là... c'est donc cette loi qui fait pousser des cris d'orfraie à la gauche complice de Macron ?

La « loi immigration » prévoit que les étrangers ressortissants de pays non membres de l'UE, de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ne peuvent pas accéder au statut d'entrepreneur individuel s'ils ne disposent pas d'un titre de séjour régulier.

Loi 2024-42 du 26 janvier 2024 art. 29 : JO 27 texte n° 1

C'est une véritablement lapalissade, puisque le statut d'entrepreneur individuel signifie que l'intéressé travaille à son compte dans un cadre légal ayant pour objet de protéger ses biens personnels contre ses créanciers professionnels.

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/entrepreneur-individuel>

Oui, un clandestin, ça travaille au noir, quand ça travaille. Puisque la clandestinité implique de se cacher.

Peut-être que ce principe avait été perdu de vue en raison

du laxisme d'Etat qui fait que les clandestins sous le coup d'une OQTF ne sont pas renvoyés chez eux, comme le montrent moult cas d'OQTF non exécutés, le dernier en date semblant être celui des tueurs de l'agricultrice Alexandra et sa fille.

<https://resistancerepublicaine.com/2024/01/24/si-loqtf-avait-ete-appliquee-alexandra-et-camille-seraient-encore-vivantes-dupond-moretti/>

Cette loi accuse en tout cas un sérieux retard quant aux préoccupations des Français quant à l'immigration, spécialement clandestine.

Peut-on sérieusement affirmer que les Français craignent que les clandestins prennent leur emploi ?

On sait bien que la première préoccupation à ce sujet touche à la sécurité, dans le contexte du terrorisme, de la délinquance violente...

C'est aussi le sentiment d'injustice lorsqu'un étranger sans titre de séjour bénéficie de tout un tas de prestations qui coûtent une fortune à notre pays déjà surendetté, surimposé.

C'est encore la crainte de ne plus se sentir chez soi face à des refus d'assimilation, qui marquent un recul de la fraternité républicaine.

Mais des inquiétudes relatives à l'emploi, cela fait longtemps qu'elles ne sont plus au premier plan dans ce domaine. C'est plutôt aux temps où une partie de la gauche était contre l'immigration que le spectre de l'étranger prenant aux Français leurs emplois était agité.

Désormais, il est plutôt question de la concurrence déloyale de certains pays, et plutôt dans le domaine de l'immigration régulière qu'à propos des sans papiers.